

PLATEFORME FORET ET COMMUNAUTES (CFP)

16 Juin 2016

Note de Position sur le processus d'élaboration et de validation de la Note d'idée de Programme de Réduction des Emissions du Cameroun

Le Cameroun va soumettre une nouvelle version de sa Note d'idée de Programme de Réduction des Emissions (ER-PIN) pendant la prochaine réunion du Fonds Carbone (CF14) qui se déroulera à Paris, France, du 20 au 22 juin 2016. Cette soumission la seconde après le rejet de la préversion pendant la treizième réunion du Fonds Carbone (CF13).

Après le document d'analyse de la version de l'ER-PIN de 2015 partagé aux membres du CF13 et aux acteurs au niveau national, la Plateforme Forêt et Communautés (CFP), une plateforme regroupant plus de cinquante (50) organisations de la société civile nationale, locale et à base communautaire travaillant sur les problématiques en lien avec les forêts et les droits des communautés au Cameroun, a procédé à un suivi des réponses apportées aux recommandations des membres du CF13 ainsi que celles de la société civile en vue de l'amélioration de l'ER-PIN.

Après plusieurs mois d'activité, la nouvelle version de l'ER-PIN du Cameroun a été diffusée. Même si des quelques améliorations sont à observer, plusieurs problèmes demeurent et nous laissent penser qu'il n'y a pas de changement fondamental par rapport à l'ancienne version. Les manquements notables relevés dans la version actuelle sont les suivantes :

I. Les problématiques de la participation et de la consultation dans les phases d'élaboration et de validation de l'ER-PIN

- *Echec dans la mise en œuvre des Directives Nationales pour l'Obtention du Consentement Libre Informé et Préalable (CLIP) des communautés*

L'élaboration de l'ER-PIN n'a pas respecté la mise en œuvre des Directives Nationales CLIP qui avaient été élaborés et validés au niveau national comme étant l'outil de consultation des communautés locales et autochtones dans le cadre de la mise en œuvre de toute initiative, projet et programme REDD+ au Cameroun. Vu qu'aucun processus de consultation au niveau communautaire n'a été initié, les communautés n'ont pas eu l'opportunité de participer directement au développement de l'ER-PIN, bien que, sur la base des principes des Directives nationales CLIP, il est reconnu que leur consentement doit être préalable à tout développement de projet/programme REDD+ (*Directives Nationales pour l'obtention du CLIP*, Page 8). De même, il est clair que, même si un processus de consultation est mené après la validation de l'ER-PIN, tel que dans le document (paragraphe 6.2, page 48-49), le consentement des communautés qui en sera issu serait biaisé car limité du fait qu'ils n'auraient d'autres choix que d'accepter les activités déjà validées dans l'ER-PIN sans réelle possibilité de fondamentalement changer ou de rejeter le programme de réduction

des émissions ou certaines de ses activités, tel qu'attendu de tout processus de consultation en vue du CLIP.

- ***Limites dans l'implication et la participation des Organisations de la Société Civile (OSC)***

L'élaboration de l'ER-PIN actuel du Cameroun n'a pas réussi à pleinement et profondément assurer la participation des OSC. Même si des ateliers de sensibilisation et des campagnes de consultation ont été organisées dans la zone couverte par le programme proposé, et qu'un atelier de validation a été organisé au niveau national avec la présence des différents acteurs y compris la Plateforme Nationale REDD+ et changement climatique de la société civile tel que précisé dans le document (pages 44-45), le draft de l'ER-PIN a été partagé par le Secrétariat Technique REDD+ aux OSC pour commentaires juste pour une période d'une semaine. La plupart des organisations ont critiqué l'initiative de ne demander d'elles que des commentaires constructifs comme étant une tentative de limiter la participation de toutes les parties prenantes. En fait, le Gouvernement a pris huit mois pour améliorer le document, mais a accordé juste une semaine pour des commentaires constructifs de la société civile sur un document ayant des éléments techniques de plus de cent pages rédigé uniquement en anglais. Ceci est problématique vu que nombre d'OSC n'ont pas toujours un staff bilingue à même de pleinement comprendre le document. Comment assurer alors participation des OSC dans un tel contexte ? Pourquoi le Gouvernement n'a-t-il pas pris suffisamment de temps pour les consultations en vue d'assurer une participation pleine des OSC, et ainsi élaborer un document suffisamment robuste pour une soumission au CF15 au lieu du CF14 ?

II. Un ER-PIN sans base robuste ?

- ***Absence d'étude sur les moteurs de la déforestation et de la dégradation des forêts au niveau national***

En ce qui concerne l'analyse des moteurs de la déforestation, le Cameroun est en cours de réalisation de l'étude. De ce il est difficile d'imaginer que des émissions peuvent être réduites travers des mesures d'atténuation telles qu'identifiées ainsi qu'avoir un ER-PIN efficient quand les moteurs n'ont pas encore été identifiées à partir de résultats rigoureux obtenus sur la base d'une étude robuste. Bien qu'il soit mentionné dans l'ER-PIN qu'une analyse profonde des moteurs de déforestation et de dégradation des forêts a été effectuée en prévision de l'étude nationale qui a été lancée, aucune donnée chiffrée ne présente le niveau et l'importance de chacun des moteurs identifiés. Les mesures d'atténuation proposées semblent ne pas être différentes des actions déjà en cours. Quelle est de ce fait la valeur ajoutée du Programme de réduction des émissions qui en garantirait le succès ? En fin de compte, il importe de se demander si le programme de réduction des émissions est la solution miracle quand on réalise que les problématiques retenues ont toujours été considérées et ont toujours concerné le Gouvernement dans son ensemble, et ce, depuis des années : Est-ce réaliste ?

- ***Un processus de préparation sans évolution fondamentale : une preuve du manque d'engagement politique sur la REDD+ ?***

Pour ce qui est du processus de préparation, nous admettons qu'un draft de Stratégie Nationale a été partagé aux parties prenantes pour commentaires. Cependant, nous notons que la plupart des études prévues pour servir de fondement à la Stratégie Nationale REDD+ sont encore en cours (moteurs de la déforestation, Plan de consultation, etc.) ou en sont encore au stade embryonnaire (mécanisme de partage des bénéfices). Certaines de ces études ont été finalisées mais des questions subsistent sur leur mise en œuvre (Plan de communication, Directes Nationales CLIP). De ce fait, la période de finalisation de la stratégie Nationale est constamment renvoyée, initialement prévue

pour fin 2016, il est à noter que le scénario de référence est planifié pour 2017 et la dernière activité sur le MRV, à février 2018 (ER-PIN, page 15). Comment dans ce contexte, pourrions-nous avoir un ER-PIN développé en cohérence avec le processus de préparation à la REDD+ alors que les activités sont basés sur des résultats très partiels voire inexistant à ce stade ?

Ceci, de notre point de vue, met en lumière un certain manque de volonté politique. Même si le Cameroun est activement engagé dans la mise en œuvre de certaines conventions internationales de protection de l'environnement (ER-PIN, page 10), et s'est également engagé à ratifier l'Accord de Paris sur le changement climatique, le fait est que le pays a aussi engagé des activités fort impact sur les forêts dans la zone couverte par le programme proposé de réduction des émissions. Ces activités sont considérées comme fondement pour la réalisation de la Vision de pays Emergent à l'horizon 2035 et sont contenus dans le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi dans lequel une priorité semble avoir été accordée au développement de l'exploitation minière, des agro-industries et du développement des infrastructures. En outre, la coordination intersectorielle demeure problématique alors que le Schéma directeur de l'aménagement du territoire et le Plan d'affectation des sols sont toujours attendus, sont développés indépendamment sans nécessaire cohérence avec le processus REDD+. Les cas de chevauchement des titres sont encore une réalité dans la zone couverte par le programme de réduction des émissions¹. Le Groupe de travail interministériel auquel il fait référence dans l'ER-PIN (pages 8-10) est plus un groupe technique que politique. Par conséquent, l'engagement politique par rapport REDD+ demeure questionnable.

Recommandations

Sur la base des éléments ci-dessus relevés, la Plateforme CFP fait les recommandations suivantes:

- Nous pensons fermement, à ce stade, que l'ER-PIN du Cameroun est toujours insuffisamment développé et ne permettra pas de résoudre effectivement la problématique de la déforestation et de la dégradation des forêts ainsi que protéger les droits des communautés locales et autochtones dans la zone couverte par le programme proposé de réduction des émissions ;
- Toutes les recommandations faites dans la précédente version de l'ER-PIN du Cameroun demeurent valables vu que très peu de changement ont été apportés à la nouvelle version;
- Les Directives Nationales CLIP doivent être appliqués et respectés avant toute soumission réussie de l'ER-PIN du Cameroun pour plus de légitimité venant des communautés de zone couverte par le programme proposé de réduction des émissions ;
- La participation des OSC ne doit devenir une réalité complète et non être réduites aux seuls cas de validation des documents ;
- Le Gouvernement devrait finaliser toutes les études et développer un draft convenable de Stratégie Nationale avant le développement du programme de réduction des émissions de telle sorte que le Programme puisse servir de cadre de test des options proposées dans la Stratégie Nationale

Pour la Plateforme Forêt et Communautés (CFP)

¹ Schwartz, B., Hoyle, D., and Nguiffo, S (2012) Emerging trends in land-use conflicts in Cameroon: Overlapping natural resource permits threaten protected areas and foreign direct investment (2012) RELUFA, WWF and CED. Yaounde, Cameroon

Les organisations signataires de la présente Note de position²:

AAFEBEN, ABAWOMI, ADEBAKA, AFDECDH, AJDUR, AJESH, APED, APRIAATE, ASBAK, ASTRADHE, BACUDA, CADDAP, CADER, CAFT, CAFER, CAJAD, CARFARD, CED, CeDLA, CEFAID, CEREP, CENDEP, CERUT, CIEFE, COMINSUD, CRADIF, EEATH CAMEROON, FAJOID, FCTV, FODER, GDA, Nature Cameroon, ONED, PAPEL Cameroun, PERAD, ROCAME, ROLD, RUDEC, SAILD, SEFE.

² La plateforme Forêt et Communauté (Community & Forest Platform), en abrégé CFP, est une plateforme d'une quarantaine d'Organisations de la Société Civile (OSC) camerounaise actives dans le secteur forestier et domaines connexes, et représentatives des régions de forêts denses et humides du Cameroun. Dans la dynamique de son fonctionnement, la plateforme a consolidé prioritairement ses interventions dans la contribution à la garantie des droits des communautés locales et autochtones aux processus de gestion des ressources naturelles (avec une forte focalisation sur les ressources forestières), le suivi de la gouvernance dans la gestion desdites ressources naturelles, et l'encadrement des OSC locales travaillant sur ces questions.